

REVUE DE PRESSE DU 15 OCTOBRE 2009

Politique municipale - Femmes de tête

Bien que les femmes soient aujourd'hui plus nombreuses à faire le saut en politique, elles n'en demeurent pas moins largement sous-représentées par rapport aux hommes.

Du moins, dans l'est de la province, quoique la proportion de candidates ait légèrement augmenté depuis les élections de 2005, les hommes sont toujours nettement majoritaires.

Ainsi, selon les données du ministère des Affaires municipales, sur la Côte-Nord, à peine plus de 10 % des candidats à la mairie sont de sexe féminin. Cette proportion grimpe à 18 % dans le Bas-Saint-Laurent et à 22 % en Gaspésie-îles-de-la-Madeleine.

Les femmes sont toutefois plus nombreuses à opter pour les postes de conseillère. Ces dernières représentent effectivement 28 % des candidatures en Gaspésie, 30 % sur la Côte-Nord et 34 % au Bas-Saint-Laurent.

Cette nouvelle et croissante implication des femmes dans la vie politique réjouit, bien évidemment, les groupes qui les représentent. Ces organisations, qui ont milité pendant plusieurs années pour sensibiliser les femmes à la vie politique, entendent maintenant intervenir directement auprès des municipalités.

« On va leur fournir une politique d'équité type, qu'on appelle. C'est un outil dont ils vont pouvoir se servir pour essayer d'atteindre la parité au sein de leur gouvernance », explique Ginette Côté, chargée de projet pour la Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles. (Radio-Canada)

Exploration Orbite, Georges Mamelonet invite les élus à se manifester

Le député de Gaspé, Georges Mamelonet, invite les élus de la Côte-de-Gaspé à se positionner sur les actions à prendre à Grande-Vallée pour accueillir le projet d'usine commerciale de la firme Exploration Orbite.

Le 9 septembre, les dirigeants d'Orbite ont officialisé que l'usine pilote de transformation d'argile alumineuse sera établie à Cap-Chat. La nouvelle avait fait beaucoup de mécontents du côté de Grande-Vallée.

Pendant la campagne électorale de 2008, Nathalie Normandeau avait affirmé que l'usine devait s'établir dans la ville dirigée par Gaby Minville. Dorénavant, les seuls retombés possibles à court terme proviendront des activités d'extraction du minerai destiné à Cap-Chat.

Georges Mamelonet se dit prêt à travailler de concert avec Grande-Vallée afin de réaliser les études préparatoires nécessaires à la construction de l'usine commerciale qui générerait plusieurs emplois. (CHAU-TVA)

Devant les tribunaux gaspésiens

L'affaire qui oppose la Conférence régionale des élus et l'Association touristique de la Gaspésie sera entendue en Gaspésie.

L'Association touristique régionale de la Gaspésie réclamait que la cause sur le déménagement de son siège social soit entendue dans le district judiciaire de Rimouski plutôt que dans le district judiciaire de Gaspé.

L'organisation faisait valoir qu'en raison du fait que le siège social de l'ATR soit situé au Bas-Saint-Laurent, la cause devait être entendue dans cette région administrative.

Or, dans sa décision, le juge à la cour supérieure, Claude Henri Gendreau a choisi de rejeter la demande de l'Association touristique de la Gaspésie.

Le juge Gendreau soutient que la cause doit être entendue dans le district judiciaire de Gaspé, étant donné que les faits qui sont reprochés à l'ATR se sont produits à Sainte-Anne-des-Monts.

La Conférence régionale des élus conteste le résultat du vote tenu en février dernier sur le déménagement du siège social de l'ATR de Sainte-Flavie à Mont-Joli.

L'organisme prétend que les votes par procuration n'auraient pas dû être comptabilisés dans le résultat, ce qui avait d'ailleurs contribué à faire accepter le projet de déménagement, malgré que les personnes en faveur de cette idée était minoritaire sur place, lors de l'assemblée extraordinaire. (CIEU-FM)

L'Association des produits forestiers du Canada estime qu'une importante subvention américaine à la biomasse fait peser une nouvelle menace sur une industrie déjà malmenée.

Le président et chef de la direction de l'association, Avrim Lazar, prévient que des milliers d'emplois pourraient être perdus si Ottawa ne met pas sur pied une stratégie nationale et ne fait pas tout en son pouvoir pour que le pays devienne une superpuissance de la bioénergie.

Les États-Unis pourraient bonifier leur programme d'aide aux récoltes de biomasse plus tard ce mois-ci, en appui à la transition des combustibles fossiles vers l'énergie renouvelable. Les producteurs canadiens craignent que des modifications apportées à ce programme ne viennent dans les faits élargir une subvention à la liqueur noire, qui venait à échéance en décembre. Cela pourrait rehausser le coût de la fibre pour les usines canadiennes, qui achètent jusqu'à un tiers de leur fibre aux États-Unis.

L'Association croit que le programme américain accordera jusqu'à 4 milliards \$US en subventions annuelles aux producteurs américains de pâte, de papier et de bois d'oeuvre. (La Presse canadienne)

Microcrédit accessible en Haute-Gaspésie

Les citoyens âgés de moins de 35 ans de La Haute-Gaspésie ont maintenant accès au microcrédit grâce à la mise en place d'un Fonds d'emprunt communautaire.

Cet organisme à but non lucratif vient ici combler une lacune importante dans la région.

L'activité de microcrédit consiste en l'attribution de prêts de faible montant à des entrepreneurs ou des artisans qui ne peuvent accéder aux prêts bancaires classiques. Du soutien technique et de l'accompagnement accompagnent également la mesure d'aide. La priorité sera accordée aux

promoteurs qui maîtrisent leur dossier. Les éléments du marché accessible, de la clientèle potentielle et de la concurrence seront également pris en compte.

Urgent besoin

Pour la directrice de la coopérative de services de La Haute-Gaspésie, Marie-Michèle Allard, cet outil répond à un besoin urgent dans la région.

Les sommes prêtées se situent sous les 5 000 \$ mais elles représentent un premier pas essentiel pour se lancer en affaires.

« Nous avons ici sur le terrain des jeunes qui sont créatifs et débrouillards. Mais souvent l'argent manque. C'est là que le Fonds prend toute son importance », souligne-t-elle.

Le député du comté de Matane, Pascal Bérubé, agit comme président d'honneur.

« Je ne veux pas seulement d'un rôle honorifique. J'entends jouer un rôle actif dans ce projet et même courtiser les gens d'ici, les entreprises et la diaspora gaspésienne afin qu'elle contribue au dynamisme de notre région », souligne-t-il.

Les gestionnaires du Fonds d'emprunt communautaire de La Haute-Gaspésie veulent atteindre une capitalisation de 60 000 \$ au 31 mars 2010. Ils espèrent lancer trois micro-entreprises d'ici là.

Le Fond d'emprunt communautaire tient à ce que les argents viennent du milieu, d'où son slogan «la collectivité qui prête à la collectivité». (**Solidarité rurale**)

Les régions du Québec sous la loupe de l'OCDE

(Québec) La Loi sur la protection du territoire agricole «peut être un frein pour le développement des activités économiques dans les régions essentiellement rurales», estiment les spécialistes de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), qui passent au crible les politiques rurales du Québec.

Québec, la ville comme la province, est l'hôte cette semaine de la septième conférence annuelle de l'OCDE sur le développement rural, à laquelle participent plusieurs dizaines de fonctionnaires fédéraux et provinciaux ainsi que des spécialistes de la ruralité de partout dans le monde.

Mardi, les résultats préliminaires de l'examen des politiques rurales du Québec, commandé par le gouvernement provincial lui-même, ont été dévoilés. L'approche territoriale de la Politique nationale de la ruralité, actuellement dans sa deuxième version, y est qualifiée de «remarquable au sein de l'OCDE». Les auteurs saluent particulièrement le transfert de responsabilités aux niveaux local (municipalités) et supralocal (MRC).

Le rapport préliminaire fait également ressortir que certaines régions du Québec, et pas toujours les plus proches des grands centres, affichent une bonne croissance économique, parfois supérieure à celle enregistrée dans les grandes villes. Charlevoix-Est et la Haute-Côte-Nord ouvrent la marche. Les régions ressources, elles, sont toujours soumises aux aléas de la dynamique mondiale. Et comme à chaque récession, certaines peineront à s'en remettre.

De fait, la croissance ne passe plus par les secteurs traditionnellement associés aux milieux ruraux, comme les ressources naturelles ou l'agriculture, mais par les secteurs manufacturier, des services et de la vente au détail.

«Rural n'est plus synonyme d'agriculture», insiste Raffaele Trapasso, administrateur du programme de développement rural de l'OCDE. Il en veut pour preuve le fait que l'agriculture ne représentait plus que 1,9 % du PIB québécois en 2006, malgré son milliard de dollars de revenus. Il ajoute que la population agricole continue de baisser en nombre et que de plus en plus d'exploitants travaillent à l'extérieur de la ferme.

Le spécialiste se fait l'écho des critiques de plusieurs élus municipaux, pour qui la Loi sur la protection du territoire agricole est dépassée et empêche le développement des régions éloignées sans empêcher l'étalement urbain près des grands centres.

En entrevue, M. Trapasso souligne que la tendance ailleurs dans le monde, notamment en Europe, est plutôt à garder une green belt ou «ceinture verte» autour de villes plus denses et non pas à réserver des terres éloignées qui ne serviront jamais pour l'agriculture de toute façon. «Il faut protéger la green belt, garder la ville compacte, et libérer les terres à l'extérieur qui ne sont plus utilisées pour l'agriculture», dit-il.

Parmi les autres défis qui attendent le Québec rural, les spécialistes de l'OCDE identifient les changements démographiques, incluant le vieillissement de la population et l'exode des jeunes. Ils pointent aussi l'embourgeoisement. Car même si l'arrivée des urbains à la campagne favorise le maintien de services de proximité, elle fait aussi augmenter dramatiquement la valeur des propriétés, en plus de générer des embouteillages et de la pollution.

Dans le rapport final prévu pour janvier, les experts de l'OCDE, appuyés par des universitaires de divers pays, iront de leurs recommandations pour le Québec et ses régions. Le Québec est le deuxième territoire en sol américain, après le Mexique, à se soumettre à l'exercice. Depuis 2006, l'Allemagne, l'Écosse, la Chine, l'Italie, l'Espagne et plus récemment l'Angleterre ont fait de même.

La tenue à Québec de la conférence annuelle de l'OCDE et l'examen des politiques rurales québécoises coûtent environ 400 000 \$ au gouvernement provincial. ([Le Soleil](#))